



Les organismes du Burkina Faso travaillent sur les interprétations misogynes des textes religieux.

ISSOUF SANOGO AGENCE FRANCE-PRESSE

La religion au service de l'égalité hommes-femmes

Des organisations féministes du Burkina Faso et d'ailleurs se servent des leaders religieux pour faire progresser leur cause

PHILIPPE ORFALI

L'égalié entre les hommes et les femmes progresse dans de nombreux pays du Sud non pas en évacuant la religion de la sphère publique, mais en faisant des croyances une partie intégrale, voire cruciale des stratégies d'avancement de la condition de la femme.

Mettre au ban la religion afin d'abattre les inégalités entre les hommes et les femmes comme le propose la charte de la laïcité au Québec ? Impensable pour Siti Murniasih ou Awa Ouedraogo, militantes des droits de la femme, en Indonésie et au Burkina Faso. Les deux activistes sont de passage à Montréal depuis feudi, à l'occasion d'un colloque marquant les trente ans du Comité québécois femmes et développement de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Près de 200 femmes québécoises, canadiennes et de pays du Sud œuvrant au sein d'organisations destinées à l'avancement des droits de la femme participent aux activités.

Les leaders religieux en renfort

Au Burkina Faso, ce n'est pas en tournant le dos à la religion, mais bien en appelant en renfort les leaders religieux qu'on parvient, petit à petit, à faire reculer les inégalités hommes-femmes. Car si la religion est source de violence, c'est d'abord en raison des mauvaises interprétations qu'en font certains, soutient Awa Ouedraogo, coordonnatrice de la Coalition nationale de lutte contre les violences faites aux femmes, une organisation burkinabée qui travaille directement avec les leaders religieux, chrétiens ou musulmans, pour faire reculer la lecture au pied de la lettre des Écritures saintes.

Et cela fonctionne, assure-t-elle. « *Auparavant, on entendait souvent dire que la femme devait être soumise à l'homme, puisque Dieu l'a dit tiré de sa côte. Ça change. Aujourd'hui, on sait que si Dieu avait voulu que l'homme la domine, il l'aurait tiré de son pied!* », expose Mme Ouedraogo, également coordonnatrice de la Marche mondiale des femmes pour le Burkina Faso.

En Indonésie aussi, on fait appel aux chefs religieux. Dans ce pays où près de 90% de la population est musulmane, il serait impensable de rejeter l'islam. « *Les individus doivent être rassurés que l'égalité entre les sexes ne contrevient pas à leurs croyances, mais au contraire, les renforce. Quand on parvient à leur faire comprendre cela, ils sont prêts à procéder à des changements* », explique Mme Murniasih, chargée de programmes pour l'organisme international VSO en Indonésie.

Le colloque se tient à la veille de la Journée internationale de la femme. Une journée qui demeure toujours aussi pertinente, malgré des avancées significatives depuis trente ans, soutient Michèle Asselin, vice-présidente de l'AQOCI et ex-présidente de la Fédération des femmes du Québec. Les fillettes qui naissent aujourd'hui auront elles aussi à faire face à l'injustice en raison de leur sexe, déplore-t-elle.

« *Les enjeux d'égalité, que ce soit au Québec ou ailleurs, ça doit continuer de nous préoccuper. Ovi, ici, au niveau du droit on a atteint l'égalité, mais il y a des difficultés, particulièrement pour les femmes immigrantes. La diversité fait un Québec plus fort. C'est un message qu'on doit entendre pendant la campagne électorale.* »

Vendredi 7 mars 2014 Le Devoir